

**Sous le Haut patronage de Sa Majesté le Roi Mohammed VI que Dieu L'assiste
Le Ministère de l'Economie et des Finances et
l'Association des Membres de l'Inspection Générale des Finances (AMIF)
organisent du 2 au 3 juin 2016 un colloque sur le thème :**

QUEL MODELE DE DEVELOPPEMENT POUR L'ENTREE DU MAROC DANS LE CONCERT DES PAYS EMERGENTS ?

I. LE CONTEXTE

Depuis près de quatre décennies, les données à l'œuvre au niveau de l'économie mondiale se caractérisent notamment par une financiarisation sans cesse croissante de ladite économie, et ce en l'absence, qui plus est, d'une autorité supranationale de régulation des systèmes financiers. Cette financiarisation, sans lien avec l'économie réelle, a débouché sur la crise des subprimes aux Etats-Unis avant de s'étendre au reste du monde à partir de 2008 et se muer en crise financière mondiale menaçant de faillites plusieurs grands établissements bancaires. Au prix d'une aggravation de leurs endettements publics et d'un creusement de leurs déficits budgétaires, les Etats ont opportunément permis, par leurs interventions concertées, d'éviter l'effondrement du système financier mondial.

Au niveau des pays en développement, qui ont subi de façon différenciée les effets de cette crise, la nouvelle configuration de l'économie mondiale apparue en 2008, conduit à s'interroger sur la pertinence, l'efficacité et la validité des paradigmes qui sous-tendent le modèle de développement néolibéral largement inspiré des recommandations issues du « Consensus de Washington ».

En effet, des inquiétudes et interrogations se font de plus en plus pressantes sur le modèle de développement actuel et sa capacité à répondre aux nouveaux défis et incertitudes qui se sont fait jour. En conséquence, en vue de promouvoir des modèles de développement alternatifs et durables, les fondements théoriques qui président aux politiques économiques dans les pays en développement devraient être revus pour, d'une part, les rendre aptes à créer de la richesse, à générer de l'emploi et à renforcer la cohésion sociale et, d'autre part, tenir compte des spécificités nationales et des trajectoires propres à chaque pays.

En dépit d'une conjoncture mondiale « agitée », le Maroc, a su asseoir, sous la conduite éclairée de Sa Majesté le Roi Mohammed VI Que Dieu L'Assiste, les fondements d'un modèle de développement multidimensionnel, basé sur la consolidation de la démocratie, le renforcement de la croissance économique et le développement humain.

Au niveau politique, des avancées importantes ont été réalisées. En témoignent notamment l'évolution démocratique incarnée par la Constitution de 2011 et la mise en œuvre de la régionalisation avancée. Sur le plan économique, l'économie nationale a connu une transformation profonde grâce à la dynamique des chantiers structurants et des stratégies sectorielles.

Par ailleurs, la politique d'ouverture économique a permis à notre pays de conforter sa position en tant qu'axe d'échanges internationaux et comme maillon essentiel dans la coopération triangulaire Europe-Maroc-Afrique, en tant qu'outil novateur, facilitant la conjugaison des efforts et l'optimisation des moyens et ce, pour assurer la sécurité, la stabilité et le développement en Afrique.

Cette dynamique économique a été alliée à une volonté Royale de promouvoir le développement humain et de lutter contre la pauvreté et l'exclusion, notamment via les programmes de l'Initiative Nationale pour le Développement Humain, le modèle de développement pour les provinces du sud et le programme de développement des zones rurales et montagneuses.

Cependant, et comme l'a souligné Sa Majesté le Roi dans son discours à l'occasion du 61^{ème} anniversaire de la Révolution du Roi et du Peuple *« les acquis et les réalisations engrangés ne devraient pas inciter à l'autosatisfaction. Ils devraient plutôt constituer un motif puissant pour redoubler d'effort et rester constamment mobilisés.*

En effet, soit l'économie marocaine devient une économie émergente grâce à ses potentialités et à la coordination des énergies de toutes ses composantes, soit elle manquera son rendez-vous avec l'Histoire.

Notre modèle de développement a atteint un niveau de maturité qui l'habilite à faire une entrée définitive et méritée dans le concert des pays émergents. Toutefois, les prochaines années seront décisives pour préserver les acquis, corriger les dysfonctionnements et stimuler la croissance et l'investissement.

Alors, ce modèle peut-il progresser, en relevant les défis et en éliminant les obstacles auxquels il est confronté ? »

En effet, un examen lucide de ces défis permettra d'apprécier les progrès réalisés, les difficultés rencontrées et les gaps à rattraper pour l'économie nationale, aussi bien en termes d'accélération des réformes que de remodelage du modèle de croissance basé davantage sur une stratégie de l'offre (renforcement et diversification du tissu économique national).

Par ailleurs, les avancées que le modèle de développement marocain a permis de réaliser ne doivent pas occulter le fait que ce modèle connaît des limites quant à ses capacités inclusives, notamment à travers la nécessaire amélioration du contenu en emplois décents de la croissance, la réduction des inégalités sociales et spatiales qui continuent à peser sur ses indicateurs de développement humain.

Enfin, il importe de souligner les faiblesses structurelles de l'économie nationale que reflète son incapacité : i) à autonomiser ses taux de croissance par rapport au secteur agricole et ii) à assurer, dans le temps long et de façon régulière, des taux de croissance élevés qui figurent parmi les principales caractéristiques des économies des pays émergents.

II. LES OBJECTIFS

Sous le Haut patronage de Sa Majesté le Roi Mohammed VI que Dieu L'assiste, l'Association des Membres de l'Inspection Générale des Finances (AMIF), organise, en partenariat avec le Ministère de l'Economie et des Finances, et à l'occasion de son 56^{ème} anniversaire, un colloque sur le thème : « quel modèle de développement pour l'entrée du Maroc dans le concert des pays émergents ? ».

Ce colloque, qui s'inscrit dans le cadre de la réflexion sur le modèle de développement à même de garantir au Maroc le saut qualitatif nécessaire pour rejoindre le concert des pays émergents, réunira des intervenants issus d'horizons professionnels et géographiques divers (experts internationaux, personnalités politiques, universitaires, praticiens de la chose économique du secteur privé, acteurs de la société civile, etc.) qui apporteront leurs témoignages, leurs réflexions et leurs éclairages sur la thématique retenue.

Ce colloque se veut un lieu et un moment important de débat scientifique et intellectuel responsable, pragmatique et prospectif. Il vise à promouvoir la culture économique et l'échange fructueux d'idées et de points de vue entre les acteurs économiques, sociaux et politiques sur la problématique du développement post-crise dans ses diverses dimensions : diagnostic de l'existant et consolidation des acquis (forces et faiblesses de l'expérience marocaine) ; définition des priorités, ainsi que des compromis et arbitrages possibles, etc.

Enfin, les participants aux travaux des trois ateliers du colloque (voir le programme provisoire détaillé), seront appelés à faire des recommandations et des propositions innovantes susceptibles de servir de base à l'élaboration d'un modèle de développement durable, performant et inclusif, à même de permettre au Maroc de concrétiser son ambition de rejoindre le club des économies émergentes.

III. LE PROGRAMME

Les travaux du colloque sont structurés autour de trois panels complémentaires.

Le premier sera consacré à l'analyse de l'état du développement du Maroc et des résultats des réformes dans les domaines économique et social. A cet effet, ce panel se penchera sur l'examen des points forts de l'expérience marocaine, en l'occurrence le volontarisme et le pragmatisme qui ont marqué les politiques publiques dans les domaines des infrastructures, ainsi que celui des politiques macroéconomiques, sectorielles et sociales visant la satisfaction des besoins essentiels des populations et la lutte contre la pauvreté et les inégalités, sociales et spatiales. Ce panel sera aussi l'occasion d'analyser les insuffisances et les dysfonctionnements qui handicapent un développement plus prononcé du Maroc, notamment en matière de compétitivité, de capital humain, d'emploi et de protection sociale.

Le deuxième panel portera sur la présentation de quelques expériences de développement appliquées dans un certain nombre de pays et de diverses variantes qui s'écartent peu ou prou du modèle de développement préconisé par « le consensus de Washington ». Les participants à ce panel sont invités à dégager les trajectoires alternatives de développement et les possibilités de réduire le poids des relations économiques Nord-Sud au profit du renforcement de la coopération économique Sud-Sud. La revue d'expériences étrangères permettra de mettre en exergue les clés de leur réussite et leurs limites éventuelles, ce qui contribuera à éclairer les stratégies et les choix relatifs à la mise en œuvre d'un modèle de développement rénové pour le Maroc.

Dans le prolongement des travaux des deux premiers panels, ceux du troisième panel permettront de dégager les éléments susceptibles de constituer les fondements d'une vision nouvelle de développement pour le Maroc, notamment en termes de priorités, de types de réformes et d'actions à mettre en œuvre.

La prospection des éléments d'un modèle de développement alternatif, parallèlement à l'examen et à l'analyse des leçons tirées des expériences nationale et étrangères, ainsi que des avis des experts en la matière, viendraient enrichir et irriguer la réflexion constructive, concertée et partagée autour d'un modèle de développement adapté aux spécificités du Maroc.

Ce nouveau modèle ne peut être que le fruit de la mobilisation de toutes les potentialités autour d'une vision qui servirait de référence aux orientations stratégiques et à l'ensemble des choix politiques, économiques, sociaux et culturels propres à hisser le Maroc au rang de pays émergent, et permettre, in fine, de réaliser un véritable développement économique et social au service de l'ensemble de la population de notre pays.